

Le bien commun

Résumé

Historiquement, la notion de bien commun est d'origine chrétienne. Les Romains parlaient de bien public, mais c'est Thomas d'Aquin (XIII^e) qui créa la notion philosophique de bien commun, dans un sens religieux et non dans un sens politique. Dans cette perspective la seule économie qui vaille est « l'économie du salut ». Dans cette société d'ordre du Moyen-Âge chrétien, l'individu n'existe pas, la morale et le politique tirent leur légitimité du droit divin. Les philosophes des Lumières, au XVIII^e siècle, ont combattu cette vision en développant la notion d'intérêt général fondée sur la volonté du peuple.

Dans la période récente, les notions de bien public, bien commun, biens communs, bien public mondial ou local sont utilisées à nouveau. Le terme est aujourd'hui victime de son succès. Il est utilisé par la gauche et la droite, avec des sens souvent différents car chacun met ses propres valeurs. Mais malgré ou grâce à ce flou, le bien commun est devenu un signe de ralliement des mouvements sociaux à travers la planète pour affronter la crise de civilisation (économique, alimentaire, sociale, environnementale) que nous subissons aujourd'hui¹.

Pour Jean-Louis Laville « Alors qu'au XIX^e siècle les associations visaient à répondre aux besoins d'un groupe particulier, les actions récentes s'attachent à répondre à des finalités solidaires beaucoup plus larges : énergies renouvelables, agriculture biologique, commerce équitable, finances solidaires, etc. Ces finalités renouent avec l'inspiration associationniste et solidariste du XIX^e siècle. Elle signifie que l'association ne répond pas simplement à un intérêt collectif, mais se détermine à partir d'une contribution plus large au bien commun² ».

Luc Boltanski observe que « la poursuite du bien commun qu'on peut observer sur le terrain vient contredire une représentation du monde d'après lesquels on pourrait interpréter les agissements des gens quels qu'ils soient, comme s'ils étaient toujours orientés vers la satisfaction de leurs intérêts particuliers, le plus général étant l'intérêt à acquérir du pouvoir. Cette clé universelle permet non seulement de réduire toutes les prétentions d'autrui à agir pour le bien commun en dévoilant les intérêts qui leur sont sous-jacents, mais aussi de revendiquer pour soi, au nom du réalisme, le droit d'accomplir des actions qui abandonnent la vie de la justice pour la recherche du pouvoir. Cette vision est commune au marxisme dans sa forme classique, au libéralisme et à de larges courants des sciences humaines. Elle permet de justifier des actions qui, sans le soutien de la science, seraient immédiatement dénoncées comme cyniques³ ».

Un terme polysémique

Un rappel historique et sémantique n'est pas inutile pour mieux comprendre le sens de ce mot et la distinction entre « bien commun » et « biens communs ».

Les Romains parlaient de bien public, mais c'est Thomas d'Aquin (XIII^e) qui créera la notion philosophique de bien commun, dans un sens religieux et non dans un sens politique. Le concept de « bien commun », loin de dénoter l'existence d'un domaine politique, traduit l'inclinaison de l'être humain à aller vers Dieu comme sa fin ultime. Dans cette perspective, la seule économie qui vaille est « l'économie du salut ». Dans cette société d'ordre du Moyen-Âge chrétien, l'individu n'existe pas, la morale et le politique tirent leur légitimité du droit divin. Les philosophes des Lumières, au XVIII^e siècle, combattront cette vision en développant la notion d'intérêt général fondée sur la volonté du peuple.

Dans la période récente, les notions de bien public, bien commun, biens communs, bien public mondial ou local sont utilisées à nouveau, avec deux motivations quelque peu contradictoires :

- la critique du « relativisme » moral, intellectuel et culturel, du culte de l'individu et du narcissisme, qui va de pair avec celle de l'idéologie libérale, où règnent le relativisme et l'individualisme ;

¹ . Voir Itinéraires en biens communs http://wiki.remixthecommons.org/index.php/Itin%C3%A9raires_en_Biens_Communs

² Jean-Louis Laville, *Politique de l'association*, Seuil, 2010.

³ Luc Boltanski, *L'amour et la justice comme compétences*, Folios essais, 2011.

- la méfiance à l'égard de l'État et de la bureaucratie. L'intérêt général serait le fait du prince. La critique de l'Union soviétique, l'influence de l'idéologie néolibérale sur ceux qui pourtant la combattent ne sont pas étrangères à cette méfiance⁴.

Le terme est aujourd'hui victime de son succès. Il est utilisé par la gauche et la droite, avec des sens souvent différents car chacun met ses propres valeurs dans sa recherche du bien commun, avec parfois le retour à la vieille définition thomiste. Mais malgré ou grâce à ce flou, le bien commun est devenu un signe de ralliement des mouvements sociaux à travers la planète pour affronter la crise de civilisation (économique, alimentaire, sociale, environnementale) que nous subissons aujourd'hui⁵.

Pour Jean Louis Laville « Alors qu'au XIX^e siècle les associations visaient à répondre aux besoins d'un groupe particulier, les actions récentes s'attachent à répondre à des finalités solidaires beaucoup plus larges : énergies renouvelables, agriculture biologique, commerce équitable, finances solidaires, etc. Certaines initiatives associatives ont quasiment les mêmes objectifs que des services publics dans la mesure où ils visent intentionnellement la réduction des inégalités, le droit des générations futures, la transition écologique, l'accès aux droits. Ces finalités renouent avec l'inspiration associationniste et solidariste du XIX^e siècle. Elle signifie que l'association ne répond pas simplement à un intérêt collectif, mais se détermine à partir d'une contribution plus large au bien commun⁶. »

Pour Alain Giffard⁷, « le bien commun implique plus que le respect de la loi exprimant l'intérêt général. Le bien commun désigne le bien-être ou le bonheur collectif d'une communauté ou en général de ses membres et l'ensemble des choses qui sont supposées y contribuer : biens matériels, respect d'autrui, justice sociale. Il nécessite un engagement de chacun comme condition de fonctionnement de la règle ».

Cette conception est bien développée par Riccardo Petrella⁸. Pour lui, les principes du bien commun sont inclus dans le droit au travail pour tous, le plein emploi, un revenu décent pour tout travailleur et la sécurité sociale pour tous (ce qui est très proche de la définition française de l'intérêt général). Cependant, la mondialisation du libéralisme économique, dont la locomotive file à vive allure doit être contrôlée et aiguillée sur une voie menant à une solidarité mondiale. Pour lui les principes fondateurs des sociétés modernes occidentales et occidentalises s'effritent et disparaissent avec les principes de base que sont la sécurité d'existence et la garantie des droits, sur la base du respect de la réciprocité entre tous les membres d'une communauté humaine. Dans tous les pays développés, les classes dirigeantes en sont venues à considérer "le Welfare State" comme un obstacle pour les entreprises et un frein à leur compétitivité. Les entreprises demandent la privatisation et la déréglementation de services essentiels tels que l'alimentation, à la distribution de l'eau, à celle de l'énergie, etc. « Afin d'endiguer cette hémorragie et (re)construire le bien commun, nous devons nous donner les principes, les règles, les institutions, la culture et les moyens qui nous permettront d'avancer sur le chemin d'une gouvernance mondiale ». Riccardo Petrella propose une gouvernance coopérative mondiale reposant sur un contrat social mondial. Ce processus à long terme doit, tout en s'articulant entre existence de l'autre et coexistence, être axé sur un contrat de l'avoir, un contrat culturel, un contrat démocratique et un contrat de la terre.

Diversité des raisons d'agir au service du bien commun

Luc Boltanski observe que « la poursuite du bien commun qu'on peut observer sur le terrain vient contredire une représentation du monde d'après lesquels on pourrait interpréter les agissements des gens quels qu'ils soient, comme s'ils étaient toujours orientés vers la satisfaction de leurs intérêts particuliers, le plus général étant l'intérêt à acquérir du pouvoir. Dans cette optique, les relations entre les hommes peuvent toujours être ramenées à des rapports de force entre ceux qui ont du pouvoir et ceux qui en sont démunis. Cette clé universelle permet non seulement de réduire toutes les prétentions d'autrui à agir pour le bien commun en dévoilant les intérêts qui leur sont sous-jacents, mais aussi de revendiquer pour soi, au nom du réalisme, le droit d'accomplir des actions qui abandonnent la justice pour la recherche du pouvoir. Cette vision est commune au marxisme dans sa forme classique, au libéralisme et à de larges courants des sciences humaines. La justification par des soi-disant lois sociales permet de justifier des actions qui, sans le soutien de la science, seraient immédiatement dénoncées comme cyniques »⁹.

⁴ Alain Giffard, « Bien commun et bien(s) commun(s) » <http://www.boson2x.org/spip.php?article146>

⁵ . Voir Itinéraires en biens communs http://wiki.remixthecommons.org/index.php/Itin%C3%A9raires_en_Biens_Communs

⁶ Jean Louis Laville, *op.cit.*, p. 135.

⁷ Alain Giffard, *art.cit.*

⁸ Riccardo Petrella, « Le bien commun, éloge de la solidarité », Éd. Labor, Bruxelles, 1996. Épuisé. Voir le résumé sur <http://vertigo.revues.org/5208>

⁹ Luc Boltanski, *op.cit.*, p 55

En effet, la convergence sur des valeurs universelles ne prétend pas remplacer l'ensemble des convictions de chacun. Les histoires, les valeurs, l'expérience, le langage du sens sont très différents selon les personnes, les groupes et les organisations. Les convictions philosophiques ou religieuses mettent l'accent sur tel ou tel aspect, avec un vocabulaire spécifique. Certaines sont historiquement opposées, les mots qui valorisent l'un peuvent désigner l'ennemi pour l'autre. Pourtant, face aux dangers qui s'annoncent, nous avons à agir ensemble¹⁰. Aussi nous pouvons dire que les associations citoyennes partagent des valeurs communes, mais qu'elles agissent ensemble au nom de valeurs différentes.

Bien commun et biens communs

Les biens communs sont à distinguer du bien commun (au singulier), mais les deux notions sont liées. L'utilisation de ces notions pose question. La même formule désigne des choses et un état d'esprit, voire une philosophie. Les choses elles-mêmes sont très diverses et composent un catalogue éclectique : l'eau, l'air, la couche d'ozone, le patrimoine génétique, les idées. Cet éclectisme, et ce passage du plus matériel au plus spirituel, sont substantiels à la théorie même du bien commun.

Certains disent « les biens communs, c'est ce qui appartient à tout le monde », et leur voisin pourra dire « le bien commun c'est ce qui n'appartient à personne ». Les deux ont raison et tort, car l'air qu'on respire n'appartient à personne en particulier, mais il est lié à l'usage qu'on peut en faire¹¹ ». L'accès aux biens communs est un enjeu politique majeur.

Il existe des milliers de formes d'exclusion ou de clôture pour empêcher l'un et l'autre. Historiquement, la révolution des enclosures, qui en Angleterre au début du XIX^e siècle a exproprié des pâturages communs les paysans sans terre, a constitué un acte fondateur de l'exclusion des biens communs¹². Ce mouvement s'est répété avec la colonisation. En Algérie, au XIX^e siècle, les colons ont chassé les éleveurs des plaines fertiles et les ont relégués dans les montagnes. La même opération est effectuée aujourd'hui avec l'appropriation du vivant par des firmes qui font breveter les gènes et les plantes. Dans tous les cas un nouveau droit est fabriqué pour justifier la prédation (un droit du plus fort).

Les multiples conceptions du bien commun sont cependant reliées par une même lecture critique et une conception du monde qui vise le bien-vivre, c'est-à-dire une convivialité entre humains, l'harmonie avec la nature, un développement durable responsable équitable. Cette philosophie développe un système de valeurs qui prônent l'inclusion, l'égalité d'accès, le partage, la participation, la collaboration de pair à pair, l'intérêt général, le respect, la valorisation des différences. Le bien commun fait primer l'intérêt général sur l'intérêt particulier, le collectif sur l'individu, la coopération sur la compétition, l'usage sur la possession.

10 Quand les blés sont sous la grêle / Fou qui fait le délicat
Fou qui songe à ses querelles / Au cœur du commun combat
(Aragon, La rose et le réséda)

¹¹ Wikipedia Itinéraires en bien v commun http://wiki.remixthecommons.org/index.php/Itin%C3%A9raires_en_Biens_Communs

¹² Au début de la Révolution industrielle, plusieurs lois anglaises ont permis l'appropriation par les propriétaires de terrains préalablement dévolus à l'usage collectif (les « commons »), afin d'utiliser de nouvelles techniques culturales. Les paysans sans terre, réduits à la misère, ont constitué le prolétariat des villes et la main d'œuvre dont avait besoin l'industrie.